



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

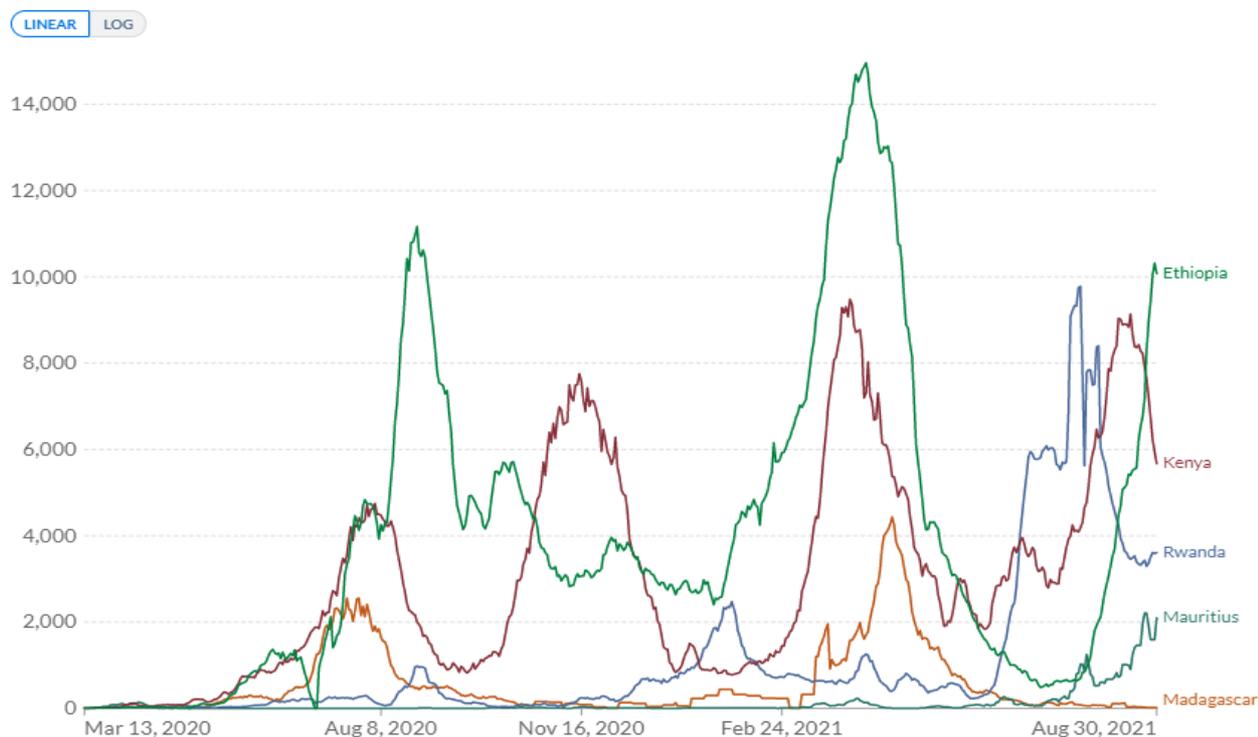
31 Août 2021

Evolution de la situation sanitaire

Weekly confirmed COVID-19 cases

Weekly confirmed cases refer to the cumulative number of confirmed cases over the previous week.

Our World
in Data



Au Kenya, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires poursuit sa baisse pour la deuxième semaine consécutive (+ 5 069 contre + 7 652 la semaine passée). Les contaminations poursuivent leur hausse en Ethiopie pour la 9^{ème} semaine consécutive (+ 10 137 contre + 7 179 la semaine passée). A Madagascar, le nombre de cas hebdomadaires semble poursuivre sa diminution pour la 19^{ème} semaine consécutive (+ 15 contre + 28 la semaine passée).

❖ La France envoie 10 M de vaccins supplémentaires sur le continent africain.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Union Africaine, la France devrait à travers le Fonds africain pour l'acquisition des vaccins (AVAT) et le mécanisme pour un accès mondial au vaccin (COVAX) fournir près de 10 M de vaccins Pfizer et AstraZeneca pour le continent africain. Selon l'Élysée, suffisamment de vaccins ont été achetés dans le cadre de l'initiative AVAT pour permettre d'ici à septembre 2022 la vaccination de 400 M de personnes, soit un tiers de la population africaine, pour un coût de 3 Mds USD. Pour rappel, 2,5 % de la population africaine avaient reçu deux doses de vaccins au 30 août 2021, et 4,5 % une première dose seulement.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine.

❖ Comores

Pas de brève cette semaine.

❖ Djibouti

Pas de brève cette semaine.

❖ Érythrée

Amélioration du taux d'alphabétisation en Érythrée.

D'après l'UNESCO, l'Érythrée a réalisé des progrès notables en matière d'éducation. En effet, en 2018, le taux d'alphabétisation des adultes atteignait 76 % et celui des 15-24 ans

93 %, contre respectivement 52 % et 78 % en 2002. Le nombre d'élèves inscrits a également fortement augmenté, passant de moins de 250 000 au moment de l'indépendance en 1993, à plus de 750 000 en 2018. Bien que le pays reste parmi les plus pauvres du monde (~642 USD/hab), ces résultats supérieurs à la moyenne en Afrique subsaharienne (65 %) s'expliqueraient par une amélioration des infrastructures (construction de nouvelles écoles, centres d'apprentissage, routes et services de transports), une politique nationale d'éducation gratuite pour tous jusqu'à l'enseignement supérieur ainsi que la mise en place d'écoles mobiles et internats dans des zones reculées.

❖ Éthiopie

Publication du bulletin statistique sur la dette du secteur public par le ministère des Finances.

Le ministère des Finances (MoF) éthiopien a rendu public le bulletin statistique sur la dette du secteur public portant sur les cinq années fiscales

de 2016/17 à 2020/21. D'après le rapport, au 30 juin 2021 la dette du secteur public s'élevait à 55,6 Mds USD, soit 51 % du PIB, dont 53 % auprès de créanciers étrangers. La dette publique totale exprimée en USD n'a augmenté que de 0,6 % par rapport à l'exercice précédent en raison du déclin de la dette domestique en USD causé par la forte dépréciation du birr face au dollar (alors que la dette domestique en ETB a augmenté de 222 Mds ETB). La dette externe du pays représente 27 % du PIB et le service de la dette extérieure 1,7 % (1 844 MUSD). 60 % de la dette sont dus directement par le gouvernement tandis que les 40 % restants sont dus par les entreprises publiques (SOE). La part de l'administration centrale dans l'encours total de la dette publique a augmenté de 9 % (3 Mds USD), alors que la part des SOE a diminué de 10 %.

Transfert par le gouvernement de 191,8 Mds ETB de dettes contractées par Ethiopian Electric Power (EEP).

Suite à un accord quadripartite entre la *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE), le ministère des Finances, EEP, et la *Liability and Asset Management Corporation* (LAMC), 191,8 Mds ETB (4,3 Mds USD) de dettes contractées auprès de la CBE ont été transférées à la LAMC, soit plus de 50 % de la dette de l'entreprise publique EEP (370 Mds ETB). Le taux d'endettement de l'entreprise avait atteint un niveau insoutenable : en 2020/21, le service de la dette aurait atteint 17 Mds ETB, soit 85 % de son budget. Le remboursement des 191,8 Mds ETB sera assuré par la LAMC, entité nouvellement créée par le gouvernement, le reliquat étant à la charge de l'entreprise. Cette nouvelle entreprise d'État a été constituée en février 2021 pour gérer la consolidation et le service d'une partie de la dette des entreprises publiques éthiopiennes, ainsi que plusieurs actifs appartenant à l'État. Parmi les bénéficiaires de cette entreprise partiellement financée par les bailleurs, l'*Ethiopian Sugar Corporation*, ou encore l'*Ethiopian Railway Corporation*.

907 MUSD de café exportés sur l'année fiscale 2020/21.

L'Éthiopie a exporté 907 MUSD de café sur l'année budgétaire 2020/21, soit une hausse de 6,2 % par rapport à l'an dernier (854,2 MUSD). Ces résultats s'expliquent par l'appréciation des cours mondiaux de café et les réformes entreprises par le gouvernement depuis février 2019 visant à favoriser une meilleure intégration verticale (agriculteurs et fournisseurs peuvent devenir des exportateurs) et instaurer un prix de vente plancher hebdomadaire. L'Arabie Saoudite (143 MUSD), les États-Unis (135 MUSD) et l'Allemagne (119 MUSD), sont les principaux clients de l'Éthiopie cette année. L'Éthiopie est le 5ème producteur de café dans le monde, mais le 7ème exportateur, et le café a représenté 25 % du total des exportations du pays (3,62 Mds USD) sur l'année 2020/21.

Kenya

L'Autorité de Régulation des Assurances propose un changement législatif face la faible pénétration des assurances.

L'Autorité de Régulation des Assurances (IRA) kényane souhaite engager une modification des lois encadrant le secteur des assurances suite au ralentissement des souscriptions et la baisse des revenus du secteur. Le secteur pâtit notamment d'un trop forte concentration géographique (Nairobi regroupe 70 % des primes d'assurance). En 2019, la pénétration des assurances atteignait 2,3 % de la population, contre 3,4 % en 2013 (pic historique). L'IRA souhaite ainsi augmenter le nombre de bénéficiaires potentiels des compagnies d'assurance, à travers la révision des taux de primes sur le marché et une plus grande numérisation du secteur.

Les membres du Parlement soutiennent un contrôle accru de l'État sur les services de santé.

Les députés ont soutenu les modifications de la loi qui accorderont à l'État des pouvoirs de contrôle des factures médicales et des honoraires des médecins. La commission parlementaire a également accepté les amendements qui pénaliseront les établissements de santé privés et publics exigeant un acompte comme condition pour fournir des services médicaux d'urgence. Si cette loi est approuvée par la Chambre, les frais hospitaliers rejoindront le carburant sur la liste des services essentiels contrôlés par le gouvernement dans le but de rendre les produits de base abordables. Selon le Bureau des statistiques kényan, 81% des kényans n'ont pas d'assurance ou paient les factures médicales sur leurs fonds propres. Parmi les 19% des ménages ayant une forme d'assurance médicale, le rapport montre que 17,8% des ménages dépendent principalement du *National Hospital Insurance Fund* (NHIF), tandis que les 1,2% restants bénéficient d'une couverture privée ou organisée. Or le secteur de la santé a connu une inflation record de 4,6% en juin, motivant la décision des parlementaires.

Madagascar

Socota et CIEL annoncent la création conjointe d'un ensemble industriel à Antsirabe.

Le groupe malgache Socota et le groupe mauricien CIEL ont annoncé le 26 août la concrétisation d'une joint-venture détenue à parts égales par les deux groupes, qui permettra la mise en commun de leur savoir-faire et la création d'un ensemble industriel à Madagascar, dans la ville d'Antsirabe. Cet ensemble consistera en l'extension du site actuel de l'usine de tissus de Cotona (filiale du groupe Socota) qui bénéficiera notamment des matériels et équipements de *Consolidated Fabrics Ltd* (filiale de la division textile de CIEL). Ceci permettra une

augmentation de la production annuelle de Cotona de 10 à 20 M de mètres linéaires par an de tissus de coton et de fibres mélangées.

Maurice

Atlas Mara Mauritius cède 62,1% de ses parts dans la Banque Populaire du Rwanda à la Kenyan Commercial Bank.

La société de portefeuille *Atlas Mara Mauritius Limited* a finalisé le 25 août la vente de ses 62,1% de parts détenues dans la Banque Populaire du Rwanda Plc (BPR, deuxième banque rwandaise en termes d'actifs) à la *Kenyan Commercial Bank* (KCB, première banque du Kenya), pour un montant non dévoilé. La KCB a également racheté 14,6% des parts détenues dans la BPR par le fonds d'investissement *Arise BV* (conjointement détenu par le norvégien *Norfund* et les hollandais *FMO* et *Rabobank*). *Atlas Mara Mauritius* avait en premier lieu acquis 17,1% de BPR en 2014, avant d'augmenter ses parts de 45,0% en 2016.

Ouganda

La Chine lance un projet de télévision par satellite qui bénéficiera à 400 villages en Ouganda.

Lors du sommet de Johannesburg du Forum sur la coopération sino-africaine de 2015, le gouvernement chinois s'était engagé à fournir l'accès à la télévision par satellite dans 10 000 villages africains. La première phase du projet a bénéficié à plus de 500 villages et à plus de 500 000 personnes en Ouganda. La Chine a lancé samedi la deuxième phase du projet de télévision par satellite qui fournira l'accès aux services de télévision dans plus de 400 villages en Ouganda. Le projet permettra un accès à l'éducation grâce

aux programmes télévisés de StarTimes, en particulier pour les élèves des zones rurales qui ont des difficultés à accéder aux informations, a indiqué Jiang Jiqing, conseillère économique à l'ambassade de Chine à Kampala. StarTimes TV, fournisseur chinois de services de télévision payante, diffusera des programmes éducatifs par le biais de la télévision par satellite. Le directeur des projets chez StarTimes a déclaré que la connexion des villages commencerait ce mois-ci et se terminerait avant janvier 2022. La deuxième phase du projet intervient au moment où le gouvernement ougandais lance son modèle de développement paroissial qui vise à rapprocher les services de la population.

Shoprite et Smart Telecom arrêtent leurs activités en Ouganda.

Après le retrait du groupe du Nigeria et du Kenya, le premier distributeur alimentaire africain a annoncé le 23 août dernier, son retrait d'Ouganda. La chaîne de supermarché sud-africaine va quitter l'Ouganda dès septembre prochain en raison d'une baisse importante de ses clients, conséquences des restrictions liées à la pandémie de covid-19. En Ouganda, Shoprite opère dans cinq points de vente et emploie plus de 300 personnes. De même, la société Sure Telecom, opérant en Ouganda sous la marque commerciale Smart Telecom, a annoncé la semaine dernière sa décision de mettre fin à ses activités dans le pays le 31 août. Présente depuis 10 ans dans le pays, la société a vu ses parts de marché reculer dès 2019, lors de la survenue de la pandémie qui a entraîné, d'après la société, un accroissement de défis opérationnels. Les restrictions de déplacement qui ont induit un accroissement de la concurrence sur le marché télécoms, ont largement profité aux grands opérateurs tels que MTN, Airtel, Uganda Telecom qui avaient la capacité financière suffisante pour investir dans le renforcement et l'extension de leur réseau face à l'accroissement de la demande.

Rwanda

Progression de + 2pts de l'indicateur d'inclusion financière des jeunes.

Un rapport commandé par la banque nationale du Rwanda, le ministère des finances et l'institut national des statistiques révèle que l'inclusion financière globale parmi les jeunes a légèrement augmenté de 86 % en 2016 à 88 % en 2020. Le rapport montre que 31 % des jeunes Rwandais, soit 650 751, sont bancarisés, contre 24 % (559 862) en 2016, et utilisent des produits ou services de banques agréées et réglementées par la banque centrale en 2020. Le rapport indique que 18 % des personnes interrogées possèdent un compte bancaire et que 82 % d'entre elles l'utilisent activement, contre 79 % pour le reste de la population. Environ 12 % des jeunes ont accès aux produits d'assurance des institutions financières formelles, contre 7 % en 2016. Parmi les recommandations du rapport figurent celles d'améliorer la connaissance économique des jeunes ainsi que de focaliser l'attention sur les jeunes des milieux ruraux, les plus exclus financièrement.

Seychelles

Pas de brève cette semaine.

Somalie

Al-Chabab pourrait interférer dans les scrutins électoraux.

Selon l'ambassadrice britannique en Somalie Kate Foster (citée par *Garowe Online* le 31 août 2021), Al-Chabab pourrait interférer dans l'élection des parlementaires somaliens, et notamment des sénateurs, en infiltrant les voies

de sélection des délégués. L'ambassadrice a toutefois rappelé que les élections locales – y compris au suffrage direct – étaient possibles en Somalie, comme le montrent l'organisation d'élections au Puntland à l'échelle des districts. Pour rappel, le pays est actuellement engagée dans une élection au suffrage indirect, qui devrait conduire à la désignation du Président en octobre 2021. Le mouvement Al-Chabab contrôle quant à lui de larges parties du centre et du sud de la Somalie.

📍 Soudan

Amélioration des réserves en devises et des recettes fiscales.

Le ministre des Finances a fait part, le 27 août, d'une amélioration des réserves en devises à la Banque centrale ainsi qu'une augmentation des recettes fiscales notamment durant le mois d'août. Selon le ministre, les transferts des soudanais expatriés ont atteint 1,2 Md USD en deux mois, permettant à la Banque centrale de financer, en grande partie, les ventes aux enchères de devises et, en conséquent, aidant à la stabilisation relative du taux de change. Il a indiqué également que grâce au progrès dans la collecte de taxes, le ministère a arrêté les emprunts à la Banque centrale pendant les quatre derniers mois. Cela a permis, en outre, le versement à temps des salaires des fonctionnaires et l'allocation à 100 % des budgets de fonctionnement des différentes institutions publiques, qui recevaient d'habitude 25 % seulement de leurs budgets dans le passé.

📍 Soudan du Sud

Les transporteurs kenyans suspendent le transport de

marchandises vers le Soudan du Sud en raison de l'insécurité.

Le président de la KTA, Newton Wang'oo, a publié une déclaration conseillant ainsi à ses plus de 5 000 membres de cesser de transporter des marchandises vers le Sud-Soudan, après que cinq camions ont été attaqués et deux des chauffeurs tués à moins de 50 km de Juba. Ces préconisations ont été suivies par les associations de transport ougandaises précisant que le pays reste particulièrement instable. Newton Wang'oo a également exhorté Juba à indemniser les vies et les biens perdus lors des récentes attaques. Les cas d'attaques le long de l'autoroute sont fréquents et c'est la deuxième fois que la KTA suspend ses services cette année en raison de l'insécurité. Pourtant, après de nombreuses négociations, les autorités kenyanes, ougandaises et sud-soudanaises avaient acté que les camions seraient escortés par des soldats sud-soudanais pour assurer leur sécurité. L'accord avait été conclu du fait de l'accumulation importante de marchandises à la frontière d'Elegu, alors que les marchandises étaient en rupture de stock à Juba.

📍 Tanzanie

Le barrage hydroélectrique Julius Nyerere (JNHPP), achevé à plus de 62 %, fournira ses premiers MW en juin 2022.

Le ministre tanzanien de l'Énergie, Medard Kalemani, a déclaré que le gouvernement prévoyait de commencer l'exploitation du barrage hydroélectrique Julius Nyerere, en juin 2022. Selon le ministre, le chantier est déjà achevé à 62,7 %. Les travaux portent actuellement sur l'installation des tubes de tirage à la base de la neuvième turbine qui évacueront l'eau des générateurs d'électricité. Chaque unité sera capable de délivrer une puissance de

235 MW, soit une capacité totale de 2 115 MW. Le barrage sera le plus grand du pays, affichant une hauteur de 134 m et capable de contenir 32,3 Mds de m³ d'eau, avec un réservoir couvrant une superficie de 1 350 km². Le projet est mis en œuvre par *Elsewedy Electric* et *Arab Construction*. Selon le gouvernement tanzanien, les responsables du chantier procéderont au remplissage du barrage en novembre 2021. D'ici juin 2022, la première turbine commencera à fournir de l'électricité au réseau de *Tanzania Electric Supply Company Limited* (Tanesco). La centrale pourrait être complètement opérationnelle en 2027.

JF Braun & Sons achèterait l'intégralité des noix de cajou transformées en Tanzanie.

World Holdings International (WHI) a annoncé que *JF Braun & Sons*, l'un des principaux fournisseurs de fruits secs et de noix sur le marché américain, achètera les noix de cajou de Tanzanie. Le PDG de WHI, Lloyd Ward, a déclaré que les premiers conteneurs devraient quitter Dar es Salam pour les États-Unis avant la fin de cette année civile. Si d'autres facteurs devaient rester constants, l'investisseur achèterait un kilo de noix de cajou transformées à environ 6,5 USD (environ 14 950 TSH), ce qui est supérieur au prix du marché mondial de 5,60 USD (environ 12 880 TSH). Selon le Conseil tanzanien de la noix de cajou (TCB), le gouvernement prévoit d'augmenter la récolte de noix de cajou d'une moyenne de 300 000 tonnes métriques par an à 700 000 tonnes métriques et de traiter toute la récolte d'ici l'exercice 2025/26.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international